

Tir d'essai du futur missile antiaérien de l'armée française qui devrait entrer en service en 2026

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Global
13 octobre 2024



Le missile jaillit de son tube et bondit vers le ciel. Une dizaine de secondes plus tard, la cible volante est désintégrée: l'armée française a testé mardi avec succès la future version de son missile anti-aérien, qui doit pouvoir intercepter certains missiles balistiques ou hypersoniques.

Commentaire AASSDN : Ce tir d'essai du nouveau missile anti-aérien franco-italien *Aster nouvelle technologie* développé par MBDA vise à préparer le remplacement à partir de 2026 du missile *Aster* déjà en service notamment au sein des armées de Terre et des marines française et italienne.

Il a également pour ambition de proposer aux nations européennes une alternative au projet allemand de bouclier anti-missiles, composé de 3 couches de défense dont deux seraient équipées de missiles achetés sur étagères aux Etats-Unis et à Israël.

A cet égard, il faut bien comprendre que c'est l'aspect industriel qui guide l'initiative allemande. Pour l'Allemagne le SAMP/nouvelle génération ne permet pas de développer son industrie nationale de missile. Nos voisins d'outre-Rhin ne cherchent pas l'autonomie stratégique en soi si cela ne bénéficie pas à son industrie.

A l'heure où l'on parle d'Europe de la Défense ou de défense de l'Europe, il est surprenant que la plupart des pays européens aient déjà fait le choix de s'équiper de matériels développés essentiellement par des pays hors UE.

Si ce projet franco-italien ne parvenait pas à s'imposer en Europe, il ne faudrait plus parler d'autonomie stratégique européenne compte tenu de la dépendance de l'étranger dans laquelle demeurerait l'UE et compte tenu du caractère hautement stratégique de ce système d'armes.

Baptisé « *opération Mercure* », l'essai mené au centre d'essais de la Direction générale de l'armement (DGA) à Biscarosse (Landes, sud-ouest) est le "premier tir de développement de ce que sera le futur missile Aster", explique la directrice du centre, l'ingénieure de l'armement Corinne Lopez.

Le missile *Aster 30 B1NT* (nouvelle technologie), qui doit entrer en service en 2026, aura la capacité d'atteindre une cible volant à 25 000 mètres d'altitude à 150 kilomètres à la ronde, selon son concepteur, le fabricant de missiles européen MBDA.

Outre les avions, il aura la capacité d'intercepter des missiles balistiques de moyenne portée, du type de ceux tirés la semaine passée par l'Iran contre Israël, ainsi que les missiles dits hypersoniques, volant à plus de Mach 5 (6 000 km/h).

Pour l'heure, l'exercice se joue avec deux cibles orange volant à près de 900 km/h au-dessus de l'océan Atlantique à 6 000 mètres d'altitude, à une vingtaine de kilomètres de la côte.

Il en faudra plusieurs autres avant que le missile et son système de défense sol-air de moyenne portée (SAMP/T NG, sol-air moyenne portée terrestre de nouvelle génération) entrent en service.

"5, 4, 3, 2, 1... Tir autorisé", énonce l'officier de conduite d'essai dans la salle d'opérations bardée d'écrans d'où sont surveillées et recueillies les données radar, optique ou de télémessures.

En bord de mer, une batterie de défense sol-air, tubes de lancement pointés à la verticale, déclenche le tir. "A tous, la cible a été touchée", annonce peu après l'officier sous les applaudissements du ministre des Armées Sébastien Lecornu et de plusieurs parlementaires.

« *C'était la première épreuve d'un programme qui est absolument clé (...) un beau succès sur la discrimination de cibles* », salue M. Lecornu. Doté d'un nouvel autodirecteur, sorte de petit radar situé dans sa tête, le missile a en effet su faire la différence entre ce qui lui était présenté comme l'aéronef ami et l'autre ennemi.

Espoirs commerciaux

La France est engagée dans un renforcement de sa défense sol-air, domaine délaissé depuis la fin de la Guerre froide. Elle prévoit d'y consacrer 5 milliards d'euros d'ici 2030 et a déjà commandé 8 systèmes SAMP/T de nouvelle génération, qui avec les nouveaux Aster comprendra un nouveau radar et un nouveau système de conduite de tir. Elle doit en commander quatre autres dans les années à venir.

L'Italie, avec qui le programme a été lancé en 2021, doit de son côté se doter de 10 de ces systèmes. Les missiles *Aster 30 B1NT* équiperont également les frégates françaises et italiennes, ainsi que les pays qui achètent ces navires auprès des deux pays, tout comme certains bâtiments britanniques.

« Les frappes iraniennes sur Israël montrent bien à quel point les menaces balistiques à longue portée sont malheureusement devant nous. La France doit être prête », juge le ministre.

Alors que le système SAMP/T n'a jamais trouvé preneur à l'export, hormis une batterie donnée à l'Ukraine pour l'aider à défendre son ciel face aux bombardements russes, le ministre espère de futurs succès commerciaux, alors que de nombreux pays européens ont opté pour le Patriot américain.

Il s'agit pour Paris et Rome d'offrir une alternative au projet de « bouclier du ciel européen » (ESSI) lancé par l'Allemagne et auquel se sont joints une vingtaine de pays. Celui-ci entend s'appuyer sur les systèmes anti-aériens *Iris-T* allemand pour la défense sol-air courte portée, *Patriot* américain pour la moyenne portée et américano-israélien *Arrow-3* pour la longue portée.

Avec le futur missile Aster, espère Sébastien Lecornu, « on est en train d'avoir un saut technologique suffisamment fort pour permettre à une partie de l'Europe d'acheter franco-italien et d'avoir une solution complètement souveraine », à 100% européenne.

Dépêche AFP

08/10/2024 à 14:18L

...

Légende de la photo : Photo d'illustration

Source de la photo : Pixabay

[Les Américains quittent l'Irak, nécessité oblige](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Amérique du Nord,Maghreb - Moyen Orient

13 octobre 2024



« À la mi-septembre, le gouvernement irakien a annoncé qu'il était parvenu à un accord avec les États-Unis pour retirer la plupart des troupes américaines d'Irak au cours des deux prochaines années » signale pour Atlantic Council Anthony Pfaff, par ailleurs directeur intérimaire de l'Institut d'études stratégiques de l'US Army War College (1).

Commentaire AASSDN : Au moment où l'armée israélienne vise la neutralisation durable des capacités militaires du Hezbollah au Liban, cette lettre de Léosthène analyse les conséquences éventuelles du retrait de la presque totalité de l'armée américaine en Irak.

Peut-on se demander, un peu plus de vingt ans après leur invasion du pays en mars 2003 au prétexte du gros mensonge des armes de destruction massive qu'aurait possédées Saddam Hussein et dans le contexte du grand désordre de la région aujourd'hui, ce qu'il en est du « Grand Moyen-Orient » promu à l'époque par George Bush et son équipe de néoconservateurs ?

L'idée, pour « propager la liberté » - écrivions-nous en novembre 2005 - était que l'ébranlement des régimes autoritaires et l'instauration d'économies ouvertes provoqueraient, par l'exemple, des aspirations populaires au bien-être et au desserrement de féodalités étouffantes. Et que ces revendications, appuyées financièrement et politiquement par les États-Unis et leurs alliés, favoriseraient naturellement les changements de régimes attendus. Il s'agissait aussi de garantir, entre autres choses, la sécurité d'Israël.

Un lecteur, lucide, nous écrivait alors que tout le Moyen-Orient était désormais « *sur la paume du démon* » (*ala kaf ifrit en arabe*).

L'état de la région lors des élections organisées par les Américains en Irak en janvier 2005, que nous décrivions ici - *Les urnes en treillis* (2) - n'inspirait en effet pas la sérénité. L'Iran chiite, qui voyait d'un œil favorable l'affaiblissement d'un rival et voisin encombrant, gouverné depuis le protectorat anglais par les sunnites, partageait avec la Turquie (alors laïque) un souci avec les revendications d'indépendance des populations Kurdes vivant des deux côtés des frontières. La Jordanie ne considérait pas avec enthousiasme l'idée qui traînait dans les cartons des néoconservateurs, d'une grande Jordanie incluant une partie de l'Irak (site idéal, pour certains stratèges américains, pour une "délocalisation" des Palestiniens). La Syrie se sentait esseulée, financièrement et politiquement, quand l'Arabie Séoudite ne pouvait pas voir favorablement la perte d'influence des sunnites en Irak. Des signes inquiétants confirmaient, au Koweït, qu'une opposition existait à la présence (25 000 hommes) des troupes américaines. Dans le Golfe, le jihadisme sunnite progressait dans la population mais aussi chez les cadres civils et militaires, un cauchemar dans les Emirats qui craignaient la contagion de la violence plus que de la « démocratie ». Enfin, la Ligue arabe exprimait, à Rabat, ses réserves face à la nouvelle version américaine de leur plan du « Grand Moyen-Orient ».

On sait depuis combien le diable avait la main large.

On sait aussi que les transitions démocratiques espérées avec les « printemps arabes » (2011), n'ont pas eu lieu. « *Les « printemps arabes » n'ont été pour l'instant qu'un bref mirage pour des pays comme l'Égypte, la Libye ou la Syrie, sans parler du Yémen ou encore de Bahreïn... Dans ces pays, ce fut plutôt un retour au statu quo (Bahreïn) et à la dictature (Égypte) ou, pire, une chute inexorable dans le chaos (Libye, Syrie, Yémen)* » remarquait l'universitaire (Aix-

Marseille) Roland Lombardi en 2016. On a vu aussi la Russie intervenir en Syrie (2015) où s'installait un califat, puis la Chine s'ouvrir la porte de l'Iran dès 2016 (3) puis réussir en mars 2023 une médiation entre deux ennemis donnés comme irréconciliables, l'Arabie Séoudite sunnite et l'Iran chiite, rivaux religieux, politiques et militaires pendant que les Etats-Unis affrontaient un désamour de leur vieux partenaire séoudien. La région se dégelait, pouvait-on espérer, plus soucieuse de prospérité que d'affrontements en armes. Téhéran cherchait même à devenir membre des BRICS - qui intéressaient aussi l'Arabie Séoudite et la Turquie. Nous sommes loin du rêve néoconservateur de George Bush.

Aujourd'hui ? L'Iran a-t-il été dépassé par des « proxies », dont le Hezbollah, dont il n'a pas la maîtrise ? Quoi qu'il en soit, on voit les Américains comme pris dans un piège, le rêve néoconservateur échoué, la sécurité d'Israël toujours à risque.

Alors même qu'ils tentent de se retirer avec prudence d'Irak. « *Le 27 septembre* », précise Anthony Pfaff (1), « *les responsables américains et irakiens ont présenté l'accord comme une transition dans laquelle la présence de la coalition militaire prendrait fin et où les États-Unis et l'Irak passeraient à une relation bilatérale en matière de sécurité. Selon les deux annonces, la plupart des troupes américaines partiraient d'ici la fin de 2025, laissant derrière elles un petit contingent au Kurdistan pour soutenir les opérations de lutte contre l'État islamique d'Irak et al-Cham (ISIS) en Syrie. Les troupes restantes se retireraient d'ici la fin de 2026, mais les personnes impliquées dans la relation de coopération en matière de sécurité resteront sur place* ». Sachant pourtant qu'un « *retrait donnerait également une victoire apparente à l'Iran et à ses milices supplétives, dont les attaques continues contre les forces américaines s'inscrivent dans le cadre d'une campagne permanente visant à réduire la présence des États-Unis dans la région* ».

Mais, ajoute Anthony Pfaff, « *il est probable que les États-Unis ne pourraient - ou ne voudraient - pas faire grand-chose pour changer la position du gouvernement irakien sur la présence des troupes américaines. Les efforts de l'Iran pour repousser les forces américaines et l'intérêt du public irakien à ne pas être entraîné dans le conflit entre l'Iran et les États-Unis ont exercé une pression considérable sur le gouvernement irakien pour qu'il expulse les troupes américaines pendant un certain temps* ». En particulier « *après la frappe américaine qui a tué le commandant de la force Quds du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), Qasem Soleimani* » en janvier 2020. En effet, « *le parlement irakien a adopté une résolution non contraignante en faveur de l'expulsion des forces américaines. La pression en faveur de l'application de cette résolution s'est poursuivie sans relâche, les États-Unis, l'Iran et leurs mandataires s'étant engagés dans plusieurs cycles d'escalade depuis lors* ».

Et les Irakiens ont peut-être aussi d'autres idées, si on en croit le quotidien de référence russe Izvestia (4).

« *L'Irak recherche un partenariat militaire avec la Russie dans le cadre du retrait de la coalition dirigée par les Etats-Unis* », titrait le quotidien le 3 octobre. « *L'Irak souhaite développer une coopération militaire et en matière de renseignement avec la Russie. Étant donné que Moscou a fait ses preuves en matière de lutte contre le terrorisme, Bagdad voit une opportunité de travailler ensemble pour s'assurer que les organisations radicales ne reviennent pas sur le sol irakien, a déclaré le conseiller politique du Premier ministre irakien, Fadi al-Shammari, dans une interview accordée à Izvestia* ». Et, détaillant les objectifs

irakiens : « *La Russie a une grande expérience de la lutte contre le terrorisme et dispose de capacités militaires et de renseignement avancées qui pourraient profiter à l'Irak. Les deux pays sont unis par des liens de longue date, que nous cherchons à développer et à renforcer dans les domaines de la sécurité, de l'armée, du renseignement, de l'économie et de la science* ». Un expert militaire et officier retraité des forces armées irakiennes, Saif Raad, ajoute : « *Il y a une opportunité de développer les relations russo-irakiennes en renforçant les capacités militaires, la chose la plus importante étant l'accord pour conclure un contrat sur la vente du système de défense aérienne S-400 à l'Irak. Cela pourrait modifier l'équilibre des forces et donner à l'Irak une plus grande influence sur les puissances mondiales* ».

A ce point, on peut s'interroger sur le bilan que font les Américains eux-mêmes de leur politique étrangère. Certains le tentent, même si, reconnaissent-ils, la période électorale n'est pas le meilleur moment. « *Les politiques américaines de primauté ont conduit à l'échec des guerres d'Irak et d'Afghanistan et à la montée en puissance de rivaux potentiels tels que la Russie et la Chine* » (5) écrit Kevin Blachford (King's College de Londres). Et, sans illusions : « *La réapparition récente des voix néoconservatrices de l'ère George W. Bush montre certainement que certaines idées ont la vie dure et que le fractionnisme au sein de l'establishment de la politique étrangère persiste* ». Rien de simple pour espérer une évolution, « *il est peu probable que la prochaine étape soit un plan soigneusement coordonné suivant une stratégie globale* ». Mais, ajoute-t-il, si, « *ces dernières années, la grande stratégie américaine a été façonnée par la domination des élites libérales progressistes qui soutiennent la primauté des États-Unis (...) cette domination des primacistes libéraux est aujourd'hui sujette à débat* ».

Nécessité oblige ?

Hélène NOUAILLE

La lettre de Léosthène,

<http://www.leosthene.com>

le 5 octobre 2024, n° 1854/2024

Notes :

(1) Atlantic Council, le 2 octobre 2024, Anthony Pfaff, *After Operation Inherent Resolve : How to not mess up US-Iraq security relations again*

<https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/operation-inherent-resolve-us-iraq-ties/>

(2) Léosthène n° 85/2005 du 8 janvier 2005, *Irak, les urnes en treillis*

Description de l'organisation d'élections en Irak : les listes, les participants, les interférences étrangères, le rôle des "ONG" américaines, le financement. Les risques de guerre civile post-électorale, ouverte ou larvée.

(3) Voir Léosthène n° 1716/2023, le 15 février 2023, *Amis en temps d'épreuves, l'Iran et la Chine*

C'est en mars 2021, bien avant les tensions actuelles et la polarisation générale autour de la guerre en Ukraine, que Djavad Zarif, alors ministre des Affaires étrangères iranien, qualifiait la Chine « *d'amie des jours difficiles* ». L'Iran et la Chine venaient de signer un accord « *pour une*

coopération globale de 25 ans », conclusion du chemin ouvert en 2016 par la visite du président Xi Jinping à Téhéran – une première alors depuis plus de dix ans. C’est aujourd’hui le président iranien qui est en visite officielle à Pékin pour deux jours, du 14 au 16 février – accompagné par les ministres de l’Economie, des Transports, du Pétrole, par le président de la Banque centrale iranienne et par une large délégation d’hommes d’affaires. En regard, Téhéran, qui ne peut pas s’enfermer dans un tête-à-tête chinois, peut trouver avec la Russie un partenaire intéressant pour équilibrer le poids de la puissance chinoise. Tous amis ? Ou alors ? En ces temps troublés, il faut à ceux qui sont mis à l’index se trouver ou se retrouver, nécessité fait loi. Chacun avec son histoire, ses intérêts, ses idées, mais amis stratégiques. Une alliance westphalienne ?

(4) TASS, le 3 octobre 2024, *Press review: Israeli reprisal against Iran looms and Iraq bets on Russia amid US exit* (voir le second papier)

<https://tass.com/pressreview/1851377>

(5) *The American Conservative*, le 4 octobre 2024, Kevin Blachford, ‘Grand Strategy’ Misses the Point

<https://www.theamericanconservative.com/grand-strategy-misses-the-point/>

[CP du ministère des Armées et des Anciens combattants : Essais en mer de la FDI](#) [Amiral Ronarc’h](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Europe de l'Ouest
13 octobre 2024



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Début des essais en mer de la Frégate de défense et d'intervention (FDI) Amiral Ronarc'h

Emission à revoir sur LCP : “La Taupe”, Envoyé Spécial sur l’affaire Farewell (1990)

Category: 1989-1992,Actualités,Affaire Farewell,CIA (USA),Contre-espionnage,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest,Guerre froide (1945-1989),Livres et publications

13 octobre 2024



Une ancienne émission sur l’affaire Farewell sera diffusée prochainement sur la chaîne LCP

Rembob'Ina s'intéresse à l'une des plus grandes histoires d'espionnage du XXème siècle, grâce à une incroyable enquête, menée par les journalistes Dominique Tierce et Hervé Brusini.

Dans les années 80, les secrets livrés à l'Ouest par Vladimir Vetrov alias “La Taupe”, officier supérieur du KGB baptisé *Farewell* par les services français, ont contribué à démanteler les réseaux soviétiques, à perturber le complexe militaro-industriel et à accélérer la chute de l'URSS 10 ans après.

Hervé Brusini revient en plateau sur la genèse de ce reportage, comment ils se sont retrouvés au cœur de cette affaire et ont réussi à révéler l'identité de la Taupe. Lauréat du Prix Albert Londres en 1991 pour “La Taupe”, Hervé Brusini est aujourd'hui président de ce prestigieux prix.

MAGAZINE

Durée : 1 heure 27 minutes

Diffusions sur LCP TNT

- Jeudi 10 octobre 2024 à 20:32
- Vendredi 18 octobre 2024 à 00:30

Diffusions sur LCP 100%

- Jeudi 10 octobre 2024 à 20:32
- Vendredi 18 octobre 2024 à 00:30

Invités :

Hervé Brusini, journaliste
Agnès Chauveau, Ina

Farewell

Conséquences géopolitiques d'une grande opération d'espionnage

En mars 1981 débuta à Moscou l'une des plus grandes opérations d'espionnage du siècle dernier, l'Affaire Farewell : le colonel du KGB Vladimir Vetrov remettait à un Français mandaté par la DST les premiers documents prouvant l'ampleur du pillage scientifique et technologique soviétique à l'Ouest. Les deux blocs sont alors en pleine Guerre froide et François Mitterrand, récemment élu, révèle au président Reagan les dessous de cette affaire avant d'ordonner l'expulsion de 47 « diplomates » soviétiques.

Plusieurs acteurs-clés de l'opération révèlent ici ses aspects restés encore secrets, à Moscou, à Paris et à Washington.

Entre autres, le lecteur découvrira les témoignages inédits de l'homme qui était au contact de Vetrov à Moscou, et de Richard V. Allen, conseiller à la Sécurité nationale du président Reagan, qui explique comment Reagan et la CIA ont utilisé les renseignements de Farewell pour perturber le complexe militaro-industriel soviétique. Et accélérer la chute de l'URSS.

À travers les interventions de Raymond Nart pour la DST, de Daniel Vernet, correspondant du Monde à l'époque, de Françoise Thom, Bertrand Warusfel et Olivier Forcade, mais aussi d'Igor Preline qui apporte le point de vue soviétique du KGB, Farewell éclaire les dernières zones d'ombre d'une des plus singulières affaires d'espionnage des années quatre-vingt.



Fiche d'identité du livre

Titre : "Farewell. Conséquences géopolitiques d'une grande opération d'espionnage"

Sous la direction : Patrick Ferrant

Editions : CNRS

Disciplines : Histoire et Relations internationales

Parution : 07/05/2015

Nombre de pages: 360

Dimension : 14.0 x 22.0 cm

Prix : 22,90€

EAN : 9782271086716

Pour de plus amples informations sur le livre, rendez-vous sur le [site du CNRS](#)

Le livre est disponible au siège de l'AASSDN au prix de 20 € et peut être adressé directement (prix 20 € + 5 € de port). Le règlement peut se faire par chèque

[Video : Table ronde sur la souveraineté nationale dans le nouveau contexte international](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Alain Juillet,Souveraineté,Videos en ligne
13 octobre 2024



Dans le nouveau contexte européen et international, comment la France peut-elle conserver une part de souveraineté ? Quelle est la situation réelle de la France, sans tabous ni langue de bois ? Quels sont les atouts que la France doit développer pour éviter la vassalisation, voire l'effondrement dans les prochaines décennies ?

L'objectif de cette table ronde était d'aborder le thème de la souveraineté sous ses différents aspects, de faire prendre conscience des enjeux et d'esquisser des pistes de développements pour les décideurs publics, mais aussi des dirigeants d'entreprises et des citoyens. Cet événement, organisé par l'ASAF et l'AASSDN, s'est tenu à Lyon le 13 Juin 2024.

Intervenants : Alain Juillet, Henri Pinard-Legry, David Cumin. Avec Fabien Lafay, comme animateur du débat. Introduction par Jean-Michel Bonnerue et Alexandre Sonnet

Merci au Cercle Militaire du Général Frère à Lyon pour son accueil ainsi que les deux entreprises mécènes de cette conférence, Electrocalorique et ECI Systems

Interventions

Qu'est-ce que la souveraineté ?

[00:00](#) Fabien Lafay

[01:04](#) David Cumin : point de vue institutionnel

[14:49](#) Fabien Lafay

[15:14](#) Alain Juillet : point de vue géopolitique

[26:16](#) Fabien Lafay

[26:28](#) Henri Pinard-Legry : point de vue militaire

Questions de l'animateur

[36:52](#) Fabien Lafay

[37:28](#) David Cumin : souveraineté et souverain

[41:31](#) Fabien Lafay

[41:56](#) Alain Juillet : normes et souveraineté

Capacités militaires françaises

[47:52](#) Fabien Lafay

[48:16](#) Henri Pinard-Legry

[53:23](#) Alain Juillet Transferts de souveraineté

[55:53](#) Fabien Lafay

[56:29](#) David Cumin

[57:13](#) Fabien Lafay

[57:22](#) Henri Pinard-Legry

Trouver des espaces de souveraineté

[01:00:58](#) Alain Juillet Conclusion

[01:08:42](#) Fabien Lafay

Questions du public :

1) Quelle souveraineté européenne face aux empires ?

[01:11:46](#) Henri Pinard-Legry

[01:15:06](#) Alain Juillet

[01:19:36](#) David Cumin

2) Qui est l'ennemi de la souveraineté française ?

[01:22:10](#) Question du public

[01:23:48](#) Alain Juillet

[01:31:18](#) David Cumin

3) Quelles priorités pour la souveraineté française ?

[01:34:37](#) Question du public

[01:36:07](#) Henri Pinard-Legry

[01:39:22](#) Alain Juillet

[01:40:40](#) : Fabien Lafay

Présentation des intervenants par Jean-Michel Bonnerue, Délégué du Rhône de l'ASAF

Introduction : les enjeux de la souveraineté nationale par Alexandre Sonnet, Délégué SYNFIÉ en région AURA

Vidéo : La France sous dépendance des capitaux étrangers

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Global,Videos en ligne
13 octobre 2024



Dans cette nouvelle émission, Alain Juillet et Claude Medori reçoivent François-Xavier Carayon, auteur du livre « Les États prédateurs ». Nous analysons la puissance financière de certains états via des fonds souverains ou des entreprises publiques qui investissent massivement dans les économies occidentales et dont le poids dans les économies locales leurs permettent d'influencer les choix politiques et géostratégiques des pays sous leur coupe. La France est-elle une proie facile pour ces états prédateurs et ces fonds vautours synonymes de désindustrialisation ?

--

Informations sur la vidéo

Titre : La France sous dépendance des capitaux étrangers

Réalisé par : Open Box TV et Alain JUILLET

Présenté par : Alain JUILLET et Claude MEDORI

Intervenant extérieur : François-Xavier CARAYON, auteur du livre « Les États prédateurs »

Durée : 00:38:53

Date de mise en ligne : 20 septembre 2024

Compte YouTube support de la vidéo : [Alain Juillet](#)

Allocution en souvenir de l'engagement des parachutistes de la France libre

Category: 1942-1945,1944 : Débarquements en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Actualités,Europe de l'Ouest,Hommages et discours,REGIONS
13 octobre 2024



Il y a 80 ans, les paras français étaient engagés dans la libération du sol national : en Bretagne, la veille du débarquement, pour aider les Forces françaises de l'intérieur (FFI) à fixer les garnisons allemandes, puis du Limousin à la Franche-Comté pour appuyer les maquis à harceler les unités de la *Wehrmacht* en repli sur l'ensemble du front et les empêcher de mener des actions défensives face à la marche des troupes alliées, enfin au sein de l'armée de Lattre, dans les durs combats des Vosges et de l'Alsace.

Dans ces affrontements contre l'occupant s'est forgée l'ossature des troupes aéroportées françaises : les Bergé, Bigeard, Sauvagnac, Botella, de Bollardièrre, Maloubier, Le Carré et autre Prigent à qui il nous appartient de rendre hommage.

L'Union nationale des parachutistes (UNP) dont l'une des missions est d'entretenir la mémoire de l'épopée des parachutistes français a choisi de faire effort sur la Saône-et-Loire où le 3°

régiment de chasseurs parachutistes / 3^e SAS (*special air service*) du commandant Château-Jobert dit « Conan » a permis, en complément des agents du SOE (*special operations executive*) et des équipes *Jedburgh*, à la Résistance de mieux s'organiser et de mener des actions coordonnées et efficaces contre un ennemi en repli mais nullement en déroute. Les attaques incessantes et meurtrières sur les convois de l'adversaire et les libérations de villes à l'approche de l'Armée B débarquée en Provence, peu connues du grand public et même de la famille parachutiste, méritaient d'être mises en valeur.

C'est pour cette raison que l'UNP s'est associée à la 11^e brigade parachutiste, dont le commandant nous fait l'honneur d'être présent, pour donner un éclat particulier à ces commémorations. Celles-ci se déroulent qui plus est au mois de septembre, période particulière pour tous ceux qui ont franchi la porte d'un avion avec un parachute sur le dos puisque c'est le mois de Saint-Michel, saint patron des parachutistes.

Au nom de l'Union nationale des parachutistes, je m'incline devant ceux, résistants des Forces françaises de l'intérieur, parachutistes de la France Libre et soldats de l'armée de Lattre, soldats, marins et aviateurs des armées alliées, qui se sont battus et ont parfois péri sur cette terre chargée d'histoire pour que la France retrouve sa souveraineté et que nous puissions vivre libres !

GCA (2S) Vincent GUIONIE

Président national de l'UNP

Digoin et Montceau-les-Mines, les 5 et 6 septembre 2024

Safran investit dans Vyoma spécialisé dans la surveillance des débris spatiaux

Category: 2020-2030,Actualités,Technologies

13 octobre 2024



Commentaire AASSDN : La surveillance de l'espace devient une activité hautement stratégique.

Elle concerne non seulement le suivi des satellites militaires étrangers et leurs manœuvres dans l'espace, mais aussi la localisation très précise des innombrables débris qui constituent autant de risques de détérioration ou de destruction de nos satellites en cas de collision.

Ce partenariat entre Safran et une start up allemande contribue à renforcer la souveraineté de la France et de l'Allemagne, mais aussi, plus généralement, celle des nations européennes sous réserve que celles-ci privilégient ces entreprises européennes plutôt que celles d'outre-Atlantique.

Safran Corporate Ventures a le plaisir d'annoncer la signature d'un investissement conjoint, aux côtés de trois autres co-investisseurs, dans la société Vyoma dans le cadre d'un tour de table financier de 8,5 millions d'euros.

Vyoma est une startup allemande créée en 2020 à l'origine d'un système d'observation par constellation de satellites conçue pour la surveillance des débris spatiaux en orbite basse autour de la Terre. La société utilise une flotte de satellites équipés de télescopes, permettant d'identifier et de cataloguer les débris spatiaux. Ces données, combinées aux données de Vyoma, permettront aux opérateurs de satellites de naviguer de manière autonome et d'éviter les collisions avec les débris. Vyoma se positionne sur le domaine stratégique de la « *space situational awareness* » (SSA) et s'inscrit dans une volonté européenne de souveraineté spatiale.

Parallèlement à son investissement, Safran travaillera en partenariat avec Vyoma sur trois domaines en particulier. Safran Electronics and Defense étudiera la possibilité d'embarquer sur les constellations de Vyoma, de nouveaux capteurs (radiofréquence et télémètres laser) et travaillera avec Vyoma sur le partage de certaines données complémentaires pour en optimiser la valeur et la précision. Enfin, Safran Reosc explorera le développement d'un instrument optique pour détecter des objets de moins de 2 cm en mode surveillance qui complète le portefeuille de capteurs existant et futur de Vyoma.

« Ce partenariat avec Vyoma présente un intérêt technologique et stratégique pour renforcer l'offre de Safran Electronics and Defense dans le domaine de la surveillance de l'Espace », souligne Jean-Marie Betermier, Directeur de la Direction Espace de Safran Electronics and Defense.

« Cet investissement dans une startup allemande spécialisée du New Space s'inscrit dans la stratégie de Safran Corporate Ventures visant à soutenir des sociétés développant des technologies de rupture stratégiques pour le Groupe et en ligne avec une collaboration franco-allemande contribuant au renforcement de la souveraineté de l'Union européenne » ajoute Florent Illat, Directeur Général de Safran Corporate Ventures. « Le partenariat avec Safran Electronics & Defense nous aide à affiner notre portefeuille de données et de services pour répondre aux besoins de nos clients et assurer la sécurité et l'efficacité des opérations spatiales », a déclaré le Dr Stefan Frey, PDG de Vyoma.

SAFRAN

20 juin 2023

[Le général de Courrèges dévoile sa vision pour l'IHEDN et l'Académie de défense](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Intelligence économique,Numérique,Outre-Mer,Union Européenne

13 octobre 2024



Les auditeurs de la 4^e session nationale de l'IHEDN et de la session en région Provence-Alpes-Côte d'Azur effectuent leur rentrée cette semaine. À cette occasion, le nouveau directeur de l'Institut, le général de corps d'armée Hervé de Courrèges, revient sur son expérience et développe sa vision pour l'IHEDN. Entretien.

Depuis le 1^{er} août, le général de corps d'armée Hervé de Courrèges a pris la direction de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et de l'Enseignement militaire supérieur, ainsi que la présidence de l'Académie de défense de l'École militaire (ACADEM). Il commandait auparavant l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan. Formé notamment à Saint-Cyr et à SUPELEC, le général de Courrèges est issu de l'arme blindée cavalerie, et a servi essentiellement dans les troupes de montagne. [Sa carrière](#) l'a conduit à servir au Liban, au Tchad, en Afghanistan et en Côte d'Ivoire, à commander différentes unités comme le 4^e régiment de chasseurs et la 27^e brigade d'infanterie de montagne, mais aussi à exercer des responsabilités au sein de l'administration centrale et dans des cabinets. Dans cet entretien, il retrace les grandes lignes de son parcours avant de développer sa vision pour l'IHEDN, ses auditeurs, l'ACADEM et leurs partenaires.

Comment votre parcours vous a t-il préparé à prendre la direction de l'IHEDN ?

En portant un regard sur mes trente-six années de carrière militaire, j'ai effectivement le sentiment que ma récente nomination à la tête de l'IHEDN s'inscrit en parfaite cohérence avec mon parcours professionnel pour des raisons d'expérience, de connaissances et d'appétence.

D'expérience tout d'abord car celle-ci fonde la crédibilité quand on parle de sujets graves comme la guerre et ses corollaires. Un tiers de ma carrière s'est déroulé au sein des forces armées en situation de commandement avec divers engagements en opérations extérieures qui m'ont permis de voir concrètement sur le terrain les effets de la violence humaine et de la confrontation des volontés.

De connaissances ensuite car un deuxième tiers de ma carrière m'a conduit à servir en administration centrale puis surtout en cabinets aux niveaux ministériel, primo ministériel puis au service de la Présidence de la République. Après la vision terrain précédemment évoquée, c'est lors de ces années que j'ai mieux appréhendé la vaste notion de défense nationale et la nécessité d'y impliquer de très nombreux acteurs de l'État et de la société civile.

De l'appétence enfin puisque mon dernier tiers temps a eu pour cadre des organismes de formation, soit pour y être formé, soit pour y former. Ainsi, après mes trois dernières années passées à commander l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan qui forme les 2 000 jeunes officiers de l'armée de Terre, me voici à l'autre bout du spectre générationnel, dorénavant chargé de la formation d'une population plus expérimentée. Le niveau ne sera pas le même mais mon enthousiasme demeure intact. Transmettre et faire grandir figurent au rang des plus belles missions que l'on peut se voir confier au cours d'une vie.

Que représente pour vous la notion de défense nationale en 2024 ?

La défense nationale est une ambitieuse et ancienne idée qui s'est peu à peu cristallisée au cours du XX^e siècle. Son dernier développement s'est traduit en 2008 par l'apparition du concept de sécurité nationale qui vise à « [parer aux risques et aux menaces susceptibles de porter atteinte à la vie de la nation](#) ». Depuis 2009, l'IHEDN a reçu pour mission de développer l'esprit de défense et de sensibiliser aux questions internationales.

Aussi afin d'embrasser au plus large ces notions aux contours mouvants et de les adapter aux temps présents, mon prédécesseur, le général Benoît Durieux, a orienté le périmètre d'action de l'Institut sur [quatre cercles concentriques](#) en réponse à des risques différents : au cœur se situe la défense militaire qui s'élargit ensuite à la défense nationale puis à la sécurité nationale pour embrasser enfin le périmètre de la sécurité internationale. Je me retrouve parfaitement dans cette présentation didactique qui encadre notre réflexion et nos formations.

Quelles sont les actions prioritaires que vous entendez mener pendant votre mandat ?

Tout d'abord je pense inscrire pleinement mon action dans la continuité de celles de mes prédécesseurs, auxquels je rends hommage car ils ont su faire évoluer régulièrement nos formations pour les adapter à un monde en perpétuelle mutation. Soucieux de cette continuité, j'entends porter mes efforts dans trois directions.

Ma première attention est pour l'IHEDN lui-même dans son offre de formation et dans son fonctionnement interne. Nos formations et notre rayonnement doivent veiller à maintenir la qualité attendue par nos auditeurs, nos associations et nos partenaires. Notre fonctionnement

interne, très rationalisé ces dernières années, doit poursuivre dans sa démarche de performance et d'efficacité.

Ma deuxième priorité se porte vers l'ambitieuse Académie de défense de l'École militaire. Celle-ci fédère la vingtaine d'organismes situés sur notre site, dont la compétence recouvre des activités de recherche, de doctrine, de formation et d'enseignement afin de faire de ce lieu un acteur majeur de la réflexion stratégique française et européenne, de renforcer les synergies entre ses membres et de valoriser un patrimoine architectural exceptionnel. L'incontestable succès du [Paris Defence and Strategy Forum](#) qui s'est tenu au printemps dernier témoigne des formidables potentialités de l'ACADEM. Le travail en commun paye !

« L'IHEDN a l'immense chance de bénéficier d'un réseau très riche »

Enfin je porterai mes efforts vers le monde plus élargi de nos partenaires au-delà des murs de l'École militaire. Ils ont très nombreux à Paris, en régions ou dans les outre-mer.

L'IHEDN a notamment l'immense chance de bénéficier d'un réseau partenarial et associatif très riche et actif qui fait vivre l'esprit de défense au sein des territoires avec un effort tout particulier porté vers la jeunesse. Je souhaite donc une belle rentrée aux auditeurs de la [session nationale](#) et à ceux de la [session en région](#) PACA qui débutent leur formation cette semaine. La reprise se poursuivra en octobre avec le [cycle en Intelligence économique et stratégique](#) à Bordeaux, le [cycle Jeunes](#) en Île-de-France, ainsi que différentes sessions internationales.

IHEDN

16/09/2024

[Entretien publié sur le site de l'IHEDN](#)

[TOUTATIS : la France teste ses capacités de défense spatiale en orbite basse](#)

Category: 2020-2030,Europe de l'Ouest,Global,Renseignement,Souveraineté,Technologies
13 octobre 2024



Commentaire AASSDN : L'espace est à l'évidence un domaine qui conditionne la souveraineté des nations. Les Etats-Unis, la Chine et la Russie développent activement et mettent en orbite des engins spatiaux aux multiples capacités. En plus des nombreux satellites de télécommunications, d'observation, d'alerte arrivent des satellites brouilleurs, écouteurs, tueurs...

L'Europe malgré le lancement d'*Ariane 6* ne fait sans doute pas l'effort financier suffisant dans ce domaine clef pour atteindre le même niveau que les 3 autres puissances majeures et alors que d'autres nations (Inde, Japon, ...) font des efforts très importants pour développer leurs

activités spatiales.

De son côté la France, puissance nucléaire indépendante, dont le territoire national s'étend, – avec les 120 000 km² de ses DOM COM- sur l'ensemble du globe, se doit de faire un effort dans ce domaine pour préserver ses intérêts stratégiques mais aussi pour contribuer, le moment venu, à une éventuelle défense de l'Europe.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU MINISTÈRE DES ARMÉES

Paris, le 17 septembre 2024

Spatial : l'Agence de l'innovation de défense notifie à *U-Space* la réalisation d'une démonstration d'actions en orbite basse au profit du Commandement de l'Espace

- **Confiée à la *start-up* toulousaine *U-Space*, cette expérimentation sera conduite en partenariat avec la société MBDA. Elle a pour objectif, au moyen de deux nanosatellites en orbite basse, de valider des scénarios opérationnels de défense (*Low Earth Orbit - LEO*).**
- **Baptisée « TOUTATIS* » cette première démonstration mettra en œuvre une chaîne de connaissances et de réactions complètes face aux tentatives d'ingérences spatiales.**
- **Elle s'inscrit dans le cadre de la Stratégie spatiale de défense et de la LPM 2024-2030, en complément des expérimentations qui seront menées en orbite géostationnaire par les satellites « YODA » (Yeux en orbite pour un démonstrateur agile).**
- **TOUTATIS constitue la première étape de la stratégie de défense en orbite basse, intégrée à l'opération ARES (Action et résilience spatiale), pilotée par la Direction générale de l'armement (DGA).**

La stratégie spatiale de défense a consacré l'espace comme nouveau domaine de conflictualités. Afin de compléter les capacités d'actions existantes des armées, une nouvelle fonction « d'action dans l'espace » a été confiée à l'armée de l'Air et de l'Espace, et mise en œuvre par le Commandement de l'espace (CDE). Elle a pour objectif de décourager et, le cas échéant, de protéger et défendre nos intérêts dans l'espace.

TOUTATIS respecte strictement le droit international, y compris le droit à la légitime défense, en conformité avec l'engagement de la France en faveur d'une utilisation pacifique et responsable de l'espace extra-atmosphérique.

Confirmée en tant que priorité dans la loi de programmation militaire 2024-2030, cette ambition se traduit par le développement de démonstrateurs d'envergure dont deux satellites en orbite basse.

Cette première démonstration mettra en œuvre une chaîne de connaissances et de réactions complètes en orbite basse (LEO), en faisant appel à des technologies issues de l'innovation ouverte dans le domaine spatial.

Deux satellites seront mis en œuvre :

- Un premier satellite « d'action en orbite basse » (*SPLINTER*), disposant d'une capacité de manœuvre élevée et d'un ensemble de sous-systèmes permettant une autonomie d'approche et d'actions.
- Un second satellite « guetteur » (*LISA1*) aux capacités d'observation accrues à des fins de surveillance de l'espace depuis son orbite.

Ils réaliseront des scénarios d'opposition ou de coopération qui permettront de vérifier les performances du satellite d'action en orbite basse et les capacités du satellite guetteur en terme de surveillance de l'espace.

Le projet s'appuiera sur les synergies offertes par la start-up *U-Space*, qui développe des nano-satellites de haute performance, et le groupe européen MBDA, qui met à disposition son expertise dans le domaine des effets et des engagements militaires, au service de la protection de satellites.

Au travers de TOUTATIS, l'Agence de l'innovation de défense poursuit son accompagnement de la dynamique du « *New Space* » français.

Depuis 2021, plusieurs démonstrateurs, sous la responsabilité de l'Agence de l'innovation de défense, ont également déjà été lancés : KERAUNOS (communications optiques) et HYP4U (imagerie hyperspectrale).

**TOUTATIS : Test en Orbite d'Utilisation de Techniques d'Action contre les Tentatives d'Ingérences Spatiales*

À propos de U-Space :

U-Space conçoit et construit des nanosatellites modulaires de nouvelle génération facilitant le processus de conception et de production de constellations dédiées. L'entreprise propose trois offres spécifiques : l'étude préalable, la construction et le support aux opérations. Créée en 2018 à Toulouse, la société s'est fixée comme objectif à l'horizon 2025 de devenir *leader* mondial sur le marché des constellations de nanosatellites. Elle est lauréate du programme French Tech 2030.

À propos de MBDA : MBDA est un groupe européen multinational unique, un leader mondial dans le domaine des systèmes d'armes complexes, jouant un rôle clé dans la protection des nations. Créé dans un esprit de coopération internationale, MBDA et ses plus de 15 000 collaborateurs travaillent ensemble dans l'objectif de soutenir la souveraineté nationale de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne et du Royaume-Uni, ainsi que des pays alliés dans le monde entier. En tant qu'accélérateur d'innovation, MBDA est le seul groupe européen capable de concevoir et de fabriquer des armes complexes pour répondre à toutes les exigences opérationnelles, actuelles et futures, des trois forces armées (Terre, Mer et Air). MBDA est détenu par Airbus (37,5 %), BAE Systems (37,5 %) et Leonardo (25 %).

Direction générale de l'armement

dga.presse.fct@def.gouv.fr